

Usine de tri: les intercos du sud réclament des garanties

Une nouvelle réunion sur les déchets se déroulera aujourd'hui à Corti avec la préfète, l'exécutif et les présidents des communautés de communes. Trois d'entre elles demandent que le projet d'usine portée par la Capa avance

Le courrier n'excède pas une quinzaine de lignes mais il confirme la collaboration entre les quatre communautés de communes de l'ouest Corse. Spelunca-Liamone, Celavu-Prunelli et l'Ormanu-Taravu ont cosigné une missive destinée à la préfète de Corse et au président de l'Exécutif pour soutenir le projet d'usine de tri porté par la Capa. Les trois collectivités sollicitent à nouveau "un engagement financier et un appui technique de l'Etat et de la Collectivité de Corse pour le portage d'usine de tri à réaliser sur le territoire de la Capa".

Le courrier daté du 17 mai n'intervient pas par hasard. Aujourd'hui doit se tenir une réunion à Corti autour de la question des déchets avec la préfète de Corse Josiane Chevalier, le président de l'Exécutif Gilles Simeoni et les présidents des communautés de communes de l'île.

"Le projet n'avance pas"

Une piqure de rappel pour des élus qui se disent "inquiets de voir que le projet d'usine ajacien n'avance pas" comme il devrait, à leur goût. "Lors de la dernière réunion à Corti, la préfète de Corse a insisté sur le fait que le projet d'usine porté par la Capa, couplé à un centre de stockage de déchets ultimes et trois plateformes de compostage réparties sur les territoires des quatre communautés de communes était l'exemple à suivre et qu'il était, pour l'heure, le seul viable. Or, les choses n'avancent pas", souligne Laurent Marcangeli.

En l'absence de réponse de François Colonna, président du Spelunca-Liamone, signataire du courrier, qui n'a pourtant pas souhaité s'exprimer et d'Henri Franceschi à la tête du Celavu-Prunelli, injoi-

nable hier, le président de la Capa et maire d'Aiacciu a rappelé que le projet d'usine était éligible au financement du PEI, "à condition que le dossier aboutisse rapidement".

Les raisons d'un prétendu atterroisement sur le dossier seraient à chercher du côté de la CdC, selon le président de la Capa. "J'ai l'impression que la Collectivité de Corse attend que toutes les communautés de communes de l'île trouvent une solution pour leur territoire avant de lancer un grand projet d'ensemble. Nous, nous sommes prêts, nous avons fait notre part du travail et nous demandons des actes concrets en matière de financement. Que l'on sorte de l'inaction et des "réunionites"."

Et Laurent Marcangeli de rappeler que la population du territoire concerné par ce projet représente "70% de la Corse-du-Sud et 35% de toute la Corse".

De son côté, Gilles Simeoni n'arrivera pas les mains vides à la réunion cortenaise de ce jour. À commencer par une solution pour l'implantation de la deuxième usine de tri dans la région bastiaise. "Je vais présenter l'engagement ferme d'une commune au sud de Bastia (sur le territoire de la communauté de communes Mariana-Golu, ndr) d'accueillir cette deuxième usine figurant dans notre plan global de traitement des déchets pour l'île", affirme le président de l'Exécutif. Il ajoute: "Je n'attends pas que tous les projets soient prêts pour avancer. Je soutiens la démarche de l'usine portée par la Capa alors avançons."

"Prêts à l'effort financier"

En termes de financement, ce dernier répond également à travers un chiffre: "Il reste aujourd'hui 52



La réunion prévue aujourd'hui à Corti rassemblera la préfète, l'exécutif, présidents et représentants de communautés de communes.

F. ARCHIVES, JOSE MART NETTI

millions d'euros dans l'enveloppe PEI dédiée aux déchets. Chaque usine coûtera entre 25 et 35 millions d'euros, les fonds ne seront donc peut-être pas suffisants. Il y aura donc un effort financier à consentir, nous y sommes prêts mais il faut voir du côté de l'Etat si la volonté de financer ces usines est confirmée. Concernant la CdC, retarder un tel projet ou simplement ne pas le soutenir serait contraire à tout ce que

nous avons dit jusqu'à présent."

L'avis de la préfète de Corse sur la question ne sera connu qu'à partir du 27 mai, réserve en période électorale oblige.

La réunion d'aujourd'hui sera également l'occasion pour Gilles Simeoni de rappeler qu'une solution avec plusieurs centres de stockage de déchets inertes et des plateformes de compostage est la solution préconisée par la CdC. "Il faut

réussir à faire comprendre aux territoires qui accueilleront ces unités que c'est la meilleure solution, parallèlement à un développement très fort du tri. Nous n'avons pas d'alternative."

Reste à la faire entendre à une population échaudée - doux euphémisme - par 25 ans d'enfouissement sauvage.

GHJILORMU PADOVANI
ghjilormu@corsejournal.com